

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARTONI France

ZI du Fournale
59, rue Gutenberg
84700 Sorgues

Références : -
Code AIOT : 0006400442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement MARTONI France implanté ZI du Fournale 59, rue Gutenberg 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 18/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale 'coup de poing' portant sur le risque lié aux atmosphères explosives (ATEX).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARTONI France

- ZI du Fournale 59, rue Gutenberg 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MARTONI FRANCE SA (ex WAVIN) est un établissement spécialisé dans la fabrication de tubes en PVC, destinés aux secteurs de l'assainissement et du bâtiment.

Consistance de l'installation :

- L' « Usine historique », située impasse Gutenberg : cette usine de production de tubes PVC a été construite au début des années 1970. le bâtiment est d'une surface de 18 200 m² sur les parcelles n° 8, 9, 10, 11, 12 section BP pour une surface totale d'environ 31 000 m². Ce bâtiment est destiné à la production et au stockage.
- Un Parc dit « Nord », de l'autre côté de la rue Curie : Il s'agit d'un parc de stockage imperméabilisé de 4 000 m² utilisé pour le stockage des tubes PVC, sur la parcelle n° 23 section BP pour une surface d'environ 10 000 m² ,
- Un Parc dit « SNCF », en face de l'usine, de l'autre côté de l'impasse : idem parc " Nord " d'une surface d'environ 7 500 m² sur la parcelle n° 5 sections BP.

L'installation est réglementée par:

- L'installation est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 1996 au titre des rubriques 2661-1.a (A), 2661-2.a (A), 2662-2 (E), 2663-2.b (E), 1131-1.e (D), 2925 (D). Cet arrêté a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires :

Arrêté n° s12002-08-23-006075 du 23 août 2002. (augmentation de capacité de stockage bâtiment NOVAGRI .

Arrêté n° s12002-10-15-0010 du 15 octobre 2002. (soumission à tiers expert de l'étude de danger),

Arrêté n° s12003-09-22-0030 du 22 septembre 2003. (mise à niveau de l'installation au regard de l'étude de danger),

Arrêté n° s2013-158-0004 du 07 juin 2013. (mise à jour des rubriques),

Arrêté du 28 février 2017. (aménagement parc stockage " Nord ").

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet
7	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Matériels de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 19/02/1996, article 10.13	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant possède un document intitulé "DRPE" et qui traite de la prise en compte du risque ATEX au sein de son établissement.

Plusieurs secteurs de l'entreprise sont concernés par ce risque :

1. Stockage silos (PVC vierge dans S1, S2, S3, S5, S6, SM1)
2. Tour de composition et hall matière : préparation du dry blend
3. Tour de composition (4^{ème} étage): alimentation additifs en big-bag / sacs
4. Tour de composition (3^{ème} étage): alimentation additifs en big-bag / sacs
5. Tour de composition (2^{ème} étage): poste de pesée additif
6. Tour de composition (4^{ème} étage): dépoussiéreur n°1
7. Tour de composition (3^{ème} étage): dépoussiéreur n°2
8. Tour de composition : système de dépoussiérage centralisé
9. Micronisation (Hall matière et Atelier extrusion)
10. Plate-forme matière
11. Atelier, magasin et local marqueuse : armoires de stockage de solvant
12. Hall matière : Postes de charge de batterie

13. Maintenance : poste de soudure acétylène
14. Atelier : Postes de marquage jet d'encre
15. Atelier : Usinage sur ligne

Chaque poste fait l'objet d'une fiche dédiée au risque ATEX et d'un balisage sur site approprié.

Les vérifications électriques et les travaux de réparation/maintenance sont confiés au service en charge de la maintenance du site. Le suivi est particulièrement performant .

Deux demandes d'actions correctives sont formulées à l'issue de la visite, l'une porte sur les caractéristiques des équipements électriques en zone ATEX et l'autre sur un dossier de porter à connaissance à fournir relatif au stockage de matières premières en big bas en zone 'stock tubes'.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance son document de type 'DRPCE' et qui s'intitule "DRPE - Document Relatif à la Protection contre les Explosion".</p> <p>Ce document a été rédigé en 2007 et mis à jour en juin 2025 par la société Bureau Veritas.</p> <p>Ce DRPE a vocation à être révisé lorsque des modifications, des extensions ou des transformations notables sont effectuées sur le site. Il est vérifié annuellement par la fonction HSE de l'entreprise.</p> <p>De plus, la société MARTONI indique en séance avoir demandé à Bureau Veritas une refonte complète du document et attends un devis en ce sens.</p> <p>Le DRPCE a été consulté lors de l'inspection. Celui-ci comprends les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éléments réglementaires et rappel des risques ATEX - Description de l'activité et des produits/substances à risques - Évaluation des risques - Conclusions et annexes incluant : un inventaires des produits, un plan de zonage ATEX et diverses procédures telle que celle relative à l'intervention des Entreprises Extérieures en zone ATEX ou encore la procédure de qualification des personnels travaillant en zone ATEX <p>15 zones de l'entreprise sont recensées à risque ATEX.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
--

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

Constats :

L'exploitant dispose:

- d'un plan de zonage global du site
- d'un plan de zonage spécifique à la zone silos

Chaque zone concernée par un risque ATEX fait l'objet d'une fiche ATEX spécifique comprenant les éléments suivants :

- Une photo de la zone et un descriptif
- Le pictogramme de danger ATEX
- Les produits concernés
- Le plan de zonage ATEX schématisé
- Les moyens de prévention en place
- Les préconisations applicables aux travailleurs

Les fiches 'atelier/05: armoires de stockage produits inflammables dans l'atelier' 'hall/05: installation vide big bag adjuvants' du 08/09/202 ont été consultées spécifiquement lors de la visite .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
--

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, les derniers rapports de vérifications électriques ont été présentés. C'est la société BUREAU VERITAS qui a en charge la réalisation de ces contrôles.

En séance, l'inspection consulte le rapport de vérifications du 08/12 au 11/12/2025 (Réf 1821919/1.3.3.R) édité et transmis le 17/12/2025.

Le rapport comprends 12 écarts + 13 remarques.

C'est l'équipe 'maintenance' qui a en charge le suivi de ces contrôles et la mise en œuvre des actions correctives via un plan général de conformité .

Ce se présente sous forme d'un tableau et qui reprends l'ensemble des non-conformités et remarques issues des vérifications suivantes : foudre, thermographie, électricité, levage, portail SSI, incendie.

Le plan comprend détail de la nature de la non-conformité et calendrier de suivi et éventuellement un commentaire de type "action fait OK ".

Le suivi de ce tableau annuel donne un bon aperçu des actions réalisées , des travaux et de leur avancement .

A date, toutes les non conformités issues du rapport électriques 2025 ont fait l'objet d'une action corrective de la part de la société MARTONI.

A noter enfin que la planification des contrôles réglementaires se fait également par le service 'maintenance'. Les périodicités sont respectées entre 2024 et 2025 (contrôle du 09/12/2024 au 12/12/2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques

Prescription contrôlée :

[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à

observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Au cours de la visite, la plupart des zones ATEX identifiées dans le DRPCE ont été vues. L'identification de la zone ATEX via le pictogramme de dangers est bien présente et cohérent avec le zonage établi. Les fiches ATEX (cf PC n°2) sont systématiquement affichées sur la zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Les locaux de l'entreprise sont très ouverts, spacieux et largement aérés. De ce fait, les zones ATEX, hormis les zones internes aux silos ou aux équipements sont elles aussi aérées. Il n'a pas été observé lors de l'inspection de milieux clos à l'intérieur desquels un atmosphère explosive soit susceptible de se former. De ce fait, aucun dispositif de type 'aération mécanique ' n'est présent .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Il a été constaté que parfois le zonage ATEX peut être interne à un équipement , par exemple pour l'installation vide 'Bigs bags' - système de vidange et conduite mais aussi externe : zone 22

<p>définie 1 mètre tout autour de ce même équipement.</p> <p>Il a été constaté au niveau de l'installation vide 'Bigs bags PVC vierge 'la présence en zone 22 d'un équipement électrique (moteur de rotation d'axe) qui, selon la fiche ATEX, doit être de classe minimale 3D(II) T2.</p> <p>Il n'a pas été constaté que la plaque de cet équipement indiquait bien ce marquage.</p> <p>Interrogé sur l'existence de matériel 'certifié 'ATEX, l'exploitant à indiqué ne pas en avoir à sa connaissance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé de confirmer la classe minimale 3D(II) T2 des équipements électriques présents en zone 22 autour de l'installation vide big bags PVC vierge.</p> <p>Il est demandé d'expliquer le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le défaut éventuel de marquage; - l'absence de matériel conforme en zone 22 <p>et de procéder, si besoin, aux actions curatives et correctives nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Actions engagées pour la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité - Procédures & Consignes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral</p>

d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

Constats :

Par courrier du mois de juillet 2025, l'exploitant a répondu à ce constat en précisant qu'une procédure a été rédigée en réponse à ce constat.

Durant l'inspection, l'exploitant a toutefois précisé que son process, n'est pas sensible à la perte électrique dans le sens où celle-ci peut engendrer une perte de production, voire nécessiter une maintenance importante des machines (extrudeuses) mais sans risque du point de vue accidentel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Au cour de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de fournir l'état de ses stocks, en matières premières et produits finis .

Pour rappel, l'exploitant est autorisé à stocker 2378 m³ de matières premières dont 1100 m³ de matières recyclées et 31600 m³ de produits finis d'après l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juin 2013 complété par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017.

<p>Au jour de l'inspection était présent d'après les données de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1000 m³ de matière première dans les silos (soit 700 à 800 tonnes) - 1000 m³ de matière première en big bag stockés en zone de stockage des tubes. - 4458 palettes soit 1612 tonnes de produits finis représentant environ 13 500 m³. <p>D'après l'exploitant, les données de production et les quantités des stocks sont transmis quotidiennement et automatiquement aux équipes de Wavin, à Sorgues mais aussi en Italie, siège de la société .</p> <p>Au jour de la visite, il a toutefois été constaté une modification effectuée (stockage de bigs bags en zone couverte 'stock tubes') sans porter à connaissance préalablement .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet , en application des dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, les modifications d'exploitations en lien avec la zone 'stock tubes' où sont entreposés des bigs bags de matières premières. Ce porter à connaissance devra comprendre l'ensemble des éléments d'appréciations requis sur le caractère substantiel ou notable de cette modification.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Matériels de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/1996, article 10.13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sans objet</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement sera pourvu du matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie. Ce matériel comprendra:</p> <p>un réseau d'extincteurs automatiques à eau (sprinklers) couvrant l'ensemble de l'établissement ;</p> <p>des extincteurs mobiles (12 à eau pulvérisée, 50 à CO₂, 3 à poudre)</p> <p>un poteau d'incendie de 150 mm piqué directement sans passage par compteur ni by-pass sur une canalisation assurant un débit de 2 000 Vmn (norme NFS 61-213) et implanté à 5 m au maximum des voies praticables. L'exploitant fera contrôler les caractéristiques de ce poteau par les services d'incendie et de secours.</p>

Constats :

En séance, l'exploitant a questionné la communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat, en charge de la gestion publique des poteaux incendie de la zone, sur la disponibilité des moyens

Il a été répondu que les hydrants de la zone sont contrôlés chaque année paire .

Le dernier contrôle en date est de 2024 puisque les contrôles 2026 n'ont pas encore été faits .

Les résultats transmis attestent des données suivantes :

- PI en impasse Gutenberg (n°84129.0053) : débit sous 1 bar = 120 m3/h; pression statique = 5 bars.

- PI en façade du site (n°84129.0059): débit sous 1 bar = 107 m3/h; pression statique = 5 bars.

Type de suites proposées : Sans suite